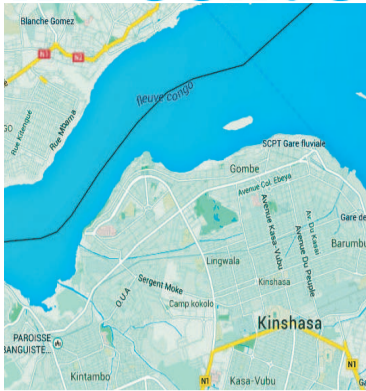


RD-CONGO

LE COURRIER  
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3295 - VENDREDI 17 AOÛT 2018

## ENJEUX POLITIQUES

Le FCC rend hommage  
à Joseph Kabila pour  
avoir honoré sa parole

Le Front commun pour le Congo (FCC), à travers son comité stratégique, a tenu le 16 août une conférence de presse à Rotana Hôtel. Le directeur de cabinet du chef de l'État qui s'est exprimé à cette occasion a, au nom de la plate-forme, célébré le leadership exemplaire de Joseph Kabila tout en saluant son sens élevé de patriotisme avec, à la clé, sa promesse de respecter la Constitution.

Néhémie Mwilanyi a lancé un appel pathétique au peuple congolais à qui il a invité d'accorder son suffrage aux candidats censés apporter des solutions à leurs problèmes et, surtout, la stabilité politique, la sécurité et la reconstruction du pays.

Page 5



Les membres du Comité stratégique du FCC lors de la conférence de presse

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le MLC dénonce un complot  
contre la candidature  
de Jean-Pierre Bemba

Eve Bazaiba, secrétaire générale du MLC

Le Mouvement de libération du Congo (MLC), qui continue à soutenir sa conviction sur l'éligibilité du sénateur et ex-vice-président de la RDC ainsi que sur la validité de sa candidature pour les scrutins attendus au 23 décembre, met en garde contre cette tentative de l'écartier dans la course à la présidentielle et ce, à l'encontre de la volonté d'une bonne frange de la population congolaise ainsi que de l'opinion internationale qui lui fait confiance. Me Ève Bazaiba Masudi qui s'est entretenue avec la presse, le 14 août, a balayé l'argumentaire de certains politiques, voire « d'éminents » enseignants de droit tendant à semer la confusion autour des concepts de corruption et de subornation des témoins dans l'objectif de mettre le candidat Jean-Pierre Bemba hors course. Page 4

Félix Tshisekedi chiffre  
son programme  
à 86 milliards de dollars

« Une fois élu, je ferai de la lutte contre la corruption mon cheval de bataille et dans dix ans, je sortirai le Congo de la pauvreté avec une mobilisation de 86 milliards de dollars », a déclaré le candidat à la présidentielle, Félix Tshisekedi, le 15 août à Kinshasa, lors de la présentation officielle de son programme d'action.

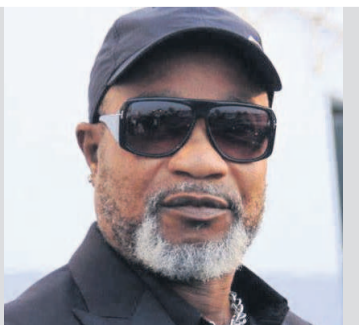
Après le constat malheureux fait sur le revenu moyen annuel d'un Congolais qui se situe en 2018 autour de 458 dollars, soit 1,25 dollars par jour, avec une contribution du PIB au budget annuel de cinq milliards, Félix Tshisekedi entend booster cet indice à 4 288 dollars par an, soit 11,75 dollars par jour.

Page 4

## MUSIQUE

Koffi Olomide invite  
à un bal de vacances  
en couleurs

Page 6



## SOMMET DE LUANDA

## Appel à une action régionale contre les forces négatives opérant à l'est de la RDC

Les chefs d'État présents à Luanda, le 14 août, ont réaffirmé leur volonté d'accompagner le peuple congolais en ce moment important, dans la consolidation de son processus démocratique.

Le sommet régional des chefs d'État et de gouvernement, consacré à la crise au sud Soudan et au processus élec-

Okitundu. Les présidents du Rwanda, Paul Kagame, et de l'Ouganda, Yoweri Museveni, étaient également représentés

du Congo au dessus de toute autre considération ».

Tout en réaffirmant leur ferme volonté d'accompagner le peuple congolais en ce moment important dans la consolidation du processus démocratique, ils ont cependant exprimé quelques inquiétudes en rapport avec la situation sécuritaire précaire à l'est de la RDC où fulminent des groupes armés et opté pour la mise en place d'une synergie régionale de lutte contre ces forces négatives. « Les chefs d'État ont noté avec préoccupation la présence continue des forces négatives des ADF et du FDLR à l'est de la RDC où elles continuent de faire des victimes civiles et déstabiliser les pays voisins. Ils lancent, par conséquent, un appel pour une action régionale contre ces forces négatives », indique le communiqué final ayant sanctionné ces assises.

Enfin, les chefs d'État et de gouvernement ont salué « l'engagement du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et le rôle de la Monusco pour la stabilité de la RDC conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ».

Alain Diasso



Les participants au sommet régional du 14 août à Luanda

toral en République démocratique du Congo (RDC), a réuni les présidents Denis Sassou N'Guesso (Congo) et Ali Bongo Ondimba (Gabon), respectivement président en exercice de la CIRGL et président en exercice de la CEEAC, autour de leur homologue angolais, Joao Manuel Lourenço, président de l'organe pour la coopération politique, défense et sécurité de la SADC. Joseph Kabila qui n'a pas effectué le déplacement de Luanda s'est fait représenter par le vice-Premier ministre chargé des Affaires étrangères, Léonard She

par leurs ministres des Affaires étrangères.

Évoquant le processus politique en RDC, les participants à ce sommet régional ont salué la décision prise par Joseph Kabila de renoncer à briguer un troisième mandat anticonstitutionnel, tenant à son engagement à respecter scrupuleusement la Constitution au terme de son second mandat. Pour les chefs d'État présents à cette réunion, le geste posé par le président RD-congolais est « une démonstration claire de sa détermination de placer les intérêts du peuple de la République démocratique

## SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE

## La Suède alloue 12,2 millions de dollars américains à l'Unicef

L'appui financier suédois est destiné aux programmes Santé et protection de l'enfant menés par l'agence onusienne en République démocratique du Congo (RDC), dans le cadre d'un nouvel accord de partenariat signé à Kinshasa.

Les nouveau-nés, les enfants, les adolescents et les mères pourront, grâce au nouveau financement, bénéficier d'un appui dans le domaine de la santé pour réduire les maladies et prévenir les décès. Ce fonds contribuera également à améliorer la couverture vaccinale de certaines maladies évitables ainsi que les interventions à haut impact en faveur des adolescents, des nouveau-nés, des enfants et des femmes enceintes. Il permettra aussi d'améliorer les mécanismes de suivi communautaire dans les villages et prévoit aussi un appui aux enfants sortis des groupes armés pour permettre à des milliers d'entre eux d'obtenir une aide d'urgence, de retourner à l'école ou d'apprendre une profession leur permettant de retrouver leur place dans la famille et la société.

Le représentant adjoint de l'Unicef en RDC, le Dr Tajudeen Oyewale, a indiqué que le soutien de la Suède les « aidera à accorder la priorité à la fourniture de médicaments vitaux et d'équipements nécessaires à un bon départ dans la vie à chaque mère et à chaque nouveau-né ».

Pour sa part, la chargée d'affaire à l'ambassade de Suède, Helen Holm, a souligné que ce partenariat avec l'Unicef permettra aux adolescents, aux mères et aux familles d'exiger et de recevoir des soins de qualité et va aussi donner la possibilité de soutenir les enfants touchés par des conflits armés ou autre type d'abus.

Le nouvel accord de partenariat entre la Suède et l'Unicef couvre la période 2018-2019 et prévoit, en outre, d'assurer la protection des enfants, spécifiquement les plus vulnérables et les plus exclus contre les diverses formes de violence, d'abus, d'exploitation et de négligence, surtout en situation d'urgence.

Notons que la RDC est parmi les pays ayant un taux de mortalité néonatale très élevé. Un nouveau-né sur trente-cinq dans le pays meurt avant l'âge d'un mois, soit quatre-vingt-seize mille nouveau-nés par an. Bien que la RDC ait fait des progrès considérables en matière de réduction du taux de mortalité infanto-juvénile, qui est passé de cent quarante-huit pour mille naissances vivantes en 2007 à cent quatre en 2017, elle compte parmi les quatre pays au monde ayant le plus grand nombre de décès néonataux. Cette situation est aggravée par les conflits et les crises qui empêchent les femmes enceintes de bénéficier des soins de santé appropriés avant, pendant et après l'accouchement.

Blandine Lusimana

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE** Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Bousa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Bala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PROCESSUS ÉLECTORAL

## La Céni en passe de gagner le pari logistique

**Des hélicoptères, des avions, des camions mais aussi plus de quarante mille machines à voter ( destinées à desservir la partie ouest du pays), acquis sur fonds propres, sont attendus dans les tout prochains jours en République démocratique du Congo (RDC) comme pour matérialiser l'option « zéro assistance » levée par le gouvernement.**

Conformément à l'option prise par le gouvernement de financer seul le processus électoral en RDC, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) qui s'est investie dans cette logique est en train de mettre les bouchées doubles pour réussir ce pari. Tout ceci passe par une affectation réaliste des ressources financières mises à sa disposition par l'État congolais. À moins de cinq mois de l'échéance du 23 décembre prévue pour la tenue des élections, la Centrale électorale s'affaire pour réunir toute la logistique nécessaire censée soutenir ces prochains scrutins. « Zéro assistance », tel est le slogan qui canalise actuellement les efforts de la Céni décidée à pallier la mise en quarantaine de la Monusco dont l'appui logistique n'a pas été sollicité par le gouvernement congolais. Contrairement aux élections de 2006 et 2011 au cours desquelles l'instance onusienne avait joué un rôle important, notamment dans le déploiement des kits électoraux sur l'ensemble du territoire national, cette fois-ci, le gouvernement tient à se passer de toute assistance extérieure. Lors d'une rencontre le 14 août

avec les patrons de presse, le président de la Céni a assuré ses interlocuteurs sur les efforts entrepris par son institution en vue de relever le défi logistique. À ce sujet justement, Corneille Naanga a indiqué que la Céni était en attente de recevoir, dans les tout prochains jours, une importante cargaison destinée à l'organisation des élections. Il est fait état de quatre-vingt-dix neuf conteneurs qui seraient en route pour la RDC. Pour la logistique, l'Inde fournira à la Céni des panneaux solaires pour pallier les difficultés énergétiques dans certains milieux reculés tandis que la Chine mettra à sa disposition les papiers, l'encre indélébile, les isolets, les urnes, etc. D'autres matériels électoraux sont attendus de la société chinoise Visdom Election auprès de laquelle une commande a été passée pour la fourniture des kits électoraux supplémentaires. Quant aux machines à voter (œuvre du fabricant Miru System), elles proviendront de la Corée du Sud. On parle de quatre-vingt mille de ces machines qui seraient sur le point d'être embarquées au port d'Incheon en Corée du Sud pour desser-



Un lot de machines à voter

vir les parties est et ouest du pays en raison de quarante mille par lot. Tout compte fait, la Céni est en passe de recevoir, dans les prochains jours, quatre-vingt-huit mille isolets, quatre-vingt-huit mille cartons d'encre indélébile, quatre-vingt-huit mille kits bureaux dans lesquels on trouve les blocs-notes, les badges, les jackets, les calculatrices, les marqueurs, les urnes, les lampes torches, les scellés numérotés, etc. Le gouvernement se serait déjà acquitté du paiement de ces outils au niveau de la Chine et de l'Inde à hauteur respectivement de 100% et 40%, indique-t-on. À cela s'ajoutent d'autres ac-

quisitions telles que sept hélicoptères à piloter par des jeunes pilotes congolais dont l'âge varie entre 21 et 27 ans et destinés à desservir les zones difficiles d'accès. Outre ces aéronefs, la Céni dispose de sept avions gros porteurs mis à sa disposition par les Forces armées de la République démocratique du Congo, en plus de cent trente camions et de cent quatre-vingt-quinze autres Pick-up. Tous ces engins volants et roulants sont déjà acquis et le gouvernement a payé la facture totale à hauteur de 80%, apprend-on. « Pas un seul jour ne sera perdu pour respecter le calendrier électoral de la Céni », a martelé Corneille Naanga qui a réaffir-

mé l'engagement et la détermination de son institution à conduire le processus électoral en cours jusqu'à son terme. Notons que pour ce troisième cycle électoral que connaît la RDC, six cent trois partis politiques y participent. 19 643 dossiers de candidatures ont été enregistrés au niveau des législatives provinciales. Quant à la présidentielle, vingt-cinq candidats ont fait acte de candidature et quinze mille vont concourir pour les législatives nationales. 40 287 387 électeurs répartis dans 76 000 bureaux de vote vont accomplir leur devoir civique le 23 décembre prochain.

**Alain Diasso**

## AIDE HUMANITAIRE

## 36,5 millions de dollars américains au profit de la RDC au premier semestre 2018

**Les fonds ont facilité le financement de quatre-vingt-deux projets humanitaires exécutés par cinquante-cinq partenaires.**

Les 36,5 millions de dollars américains alloués par le Fonds humanitaire à la RDC ont permis d'apporter de l'aide d'urgence à plus de 1,65 million de personnes affectées dans les provinces du Kasai, du Tanganyika, de l'Ituri, du Maniema, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

À en croire le communiqué du Fonds humanitaire-RDC du 15 août, sur ce financement, le domaine de la sécurité alimentaire



L'aide humanitaire/Photo Okapi

a reçu la plus grande partie, avec 8,5 millions de dollars américains, suivi par la nutrition, avec 5,6 millions de dollars américains. Par ailleurs, a fait savoir cette structure, avec une enveloppe globale de 8,6 millions de dollars américains attribués, la province du Nord-Kivu a bénéficié du plus gros financement. Parlant des trente-six projets financés par des allocations de 2017, le Fonds humanitaires, citant des analyses préliminaires à la clôture de ces allocations, entre janvier et juin derniers, a noté que ces derniers auront permis d'impacter plus de trois cent cinq mille personnes dont plus de cent

soixante mille enfants. Parmi les bénéficiaires, a souligné le Fonds humanitaire, plus de soixante-deux mille personnes affectées par la crise ont pu bénéficier de soins de santé.

Au nombre des pays donateurs qui ont contribué pour 2018, le Fonds humanitaire de la RDC a cité la Belgique, le Canada, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni. Pour le renforcement des capacités locales, note-t-on, le Fonds humanitaires a alloué 15,1 millions de dollars américains aux ONG nationales partenaires, soit 41% de ses financements.

**Lucien Dianzenza**

## PRÉSIDENTIELLE

# Le MLC dénonce un complot contre la candidature de Jean-Pierre Bemba

**La formation politique soutient l'éligibilité de son candidat pour les scrutins attendus au 23 décembre, mettant en garde contre toute tentative de l'écarter de la course.**

Le Mouvement de libération du Congo (MLC) a réaffirmé sa conviction le 14 août, par la voix de sa secrétaire générale, Me Eve Bazaïba Masudi, à l'occasion d'un échange avec la presse au siège national du parti à Kinshasa/Gombe. Devant la presse la secrétaire générale du MLC a balayé d'un revers de la main l'argumentaire de certains politiques congolais, voire « d'éminents » enseignants de droit, qui tendrait à semer la confusion autour la candidature de Jean-Pierre Bemba à propos des concepts de corruption et de subornation des témoins. Elle a indiqué que les interventions entendues ça et là à ce sujet ne poursuivent qu'un seul objectif, celui de l'invalidation de la candidature du sénateur Jean-Pierre Bemba à la présidentielle de décembre.

## Le MLC se veut un parti sérieux

Pour Ève Bazaïba Masudi, son parti sait que son candidat incarne les espoirs des millions de Congolais et même de non Congolais qui croient au développement de la République démocratique du Congo (RDC) et de leurs différents



La secrétaire générale du MLC, Me Ève Bazaïba Masudi

pays. Face à cette réalité, a-t-elle dit, ni Jean-Pierre Bemba Gombo ni le MLC ne pouvaient se positionner en aventuriers. « Si au départ, nous savions qu'il y avait des problèmes, nous ne pouvions pas poser une candidature pour narguer l'opinion », a précisé la secrétaire générale du MLC, indiquant que cette candidature a été motivée par le fait que Jean-Pierre Bemba jouit pleinement de ses droits civils et politiques. « Souvenez-vous que le MLC a toujours été dans la logique des élections, jamais dans l'optique des combines, des combinaisons, des arran-

gements, quand bien même lorsque le sénateur Jean-Pierre Bemba était encore à la Cour pénale internationale (CPI)...Et avant même qu'on ne parle de son acquittement, nous étions dans la logique, parce que nous savions que c'est le seul moyen démocratique pour accéder au pouvoir et gérer la RDC », a martelé Me Ève Bazaïba Masudi.

Dans son argumentaire, elle a établi la différence entre corruption et subornation des témoins. La secrétaire générale du MLC a regretté qu'un des avocats de la défense de Jean-Pierre Bemba dans

cette affaire devant la CPI, Me Aimé Kilolo, se soit mêlé en adversaire politique de ce dernier. Pour elle, cet ex-avocat conseil du président du MLC voulait, en même temps, utiliser le dossier Bemba à la CPI pour se donner un crédit à l'opinion nationale et internationale. « Pour valoriser une certaine expertise en matière de droit, je l'ai même suivi parler d'une probable invalidation ou irrecevabilité de la candidature du sénateur », a-t-elle fait savoir.

## «Une mauvaise conception des faits»

Dénonçant la confusion qui serait entretenue à dessein entre les termes corruption et subornation des témoins, la secrétaire générale du MLC a rappelé que Me Aimé Kilolo, qui est parmi ceux qui soutiennent « cette confusion » dans leurs différentes interventions, était parmi les condamnés de subornation des témoins dans l'affaire devant la CPI. « Mais en vertu de quoi il va être candidat ? Sa candidature sera recevable et non pas celle de Jean-Pierre Bemba ? », s'est demandé Ève Bazaïba Masudi. Elle a poursuivi que si cet avocat s'est offert en holocauste, sachant que sa candidature va être jugée irrecevable, il n'y aura pas de jurisprudence pour que cela frappe, mutatis mutandis, la candidature du sénateur Jean-Pierre Bemba à la présidentielle. « Nous di-

sons non. Là, il doit carrément déchirer son diplôme de droit, parce qu'entre les deux concepts de subornation et de corruption des témoins, il n'y a pas d'analogie, selon que le précise le lexique des termes de droit », a insisté Me Ève Bazaïba Masudi.

S'appuyant sur à l'article 10 de la Constitution de la RDC, la secrétaire générale du MLC croit mordicus que la candidature de Jean-Pierre Bemba ne sera pas jugée irrecevable. Elle a, à cet effet, exhorté les praticiens du droit à ne pas tomber dans ce genre de piège. Mais également, elle a averti sur la volonté de son parti de ne pas se laisser facilement faire. « Si d'aventure, cela arrivait, ce que je ne souhaite pas, le MLC va user de toutes les voies de droit en sa possession pour réhabiliter la candidature du sénateur Jean-Pierre Bemba. Parce que nous sommes convaincus que quiconque s'attaque à la candidature de M. Bemba (...) s'attaque à l'aspiration des millions de Congolais qui ont poussé Bemba par rapport à leur attachement, soutien. Et nous allons nous accrocher à cette volonté populaire », a-t-elle prévenu.

Cette mise en garde avait déjà été faite également par de hauts cadres et militants du MLC, réunis en matinée politique au siège de l'Interfédérale de ce parti, le 16 juin dernier à Kasa-Vubu.

**Lucien Dianzenza**

## Félix Tshisekedi chiffre son programme à 86 milliards de dollars

**« Une fois élus, je ferais de la lutte contre la corruption mon cheval de bataille et dans dix ans, je sortirais le Congo de la pauvreté avec une mobilisation de 86 milliards de dollars », a déclaré le candidat de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le 15 août, à Kinshasa lors de la présentation officielle de son programme d'action.**

Ambitieux. C'est le moins qu'on puisse dire du programme d'action que le candidat à la présidentielle, Félix Tshisekedi, a présenté devant un parterre d'invités et des

journalistes. « Vaincre la pauvreté », tel est l'intitulé de ce vaste projet de bout en bout soutenu par l'envie ou mieux la détermination du leader de l'UDPS à changer la donne économique du pays en misant sur la croissance avec effets immédiats sur l'amélioration de la qualité de vie du Congolais. Avec un coût global évalué à 86 710 000 000 de dollars américains, Félix Tshisekedi entend vaincre la pauvreté en RDC, là où ses principaux challengers dans l'opposition, en l'occurrence Katumbi Chapwe et Vital Kamerhe, avaient placé la barre haut, soit respectivement

100 et 114 milliards de dollars. Toutefois, le budget présenté par Félix Tshisekedi, bien supérieur à celui de Jean-Pierre Bemba (80 milliards), s'étale sur deux fois cinq ans. Après le constat malheureux fait sur le revenu moyen annuel d'un Congolais qui se situe en 2018 autour de 458 dollars, soit 1,25 dollar par jour, avec une contribution du produit intérieur brut au budget annuel de l'ordre de cinq milliards seulement, Félix Tshisekedi entend booster cet indice à 4 288 dollars par an, soit 11,75 dollars par jour. « Je veux une croissance économique forte et

soutenue de 25% par an en moyenne, qui sera créatrice d'emplois et protectrice de l'environnement alors que, dans le même temps, notre population va croître de 3% en moyenne par an », a-t-il dit.

À ceux qui relèvent son prétendu manque d'expérience pour le disqualifier de la course à la présidentielle, le président de l'UDPS a mis en exergue ses prédispositions naturelles à l'altruisme, à la considération qu'il a pour la vie du Congolais dont il entend, d'ailleurs, promouvoir les droits et libertés. « C'est vrai, je n'ai pas

d'expérience dans le bradage et le pillage de mon pays, je n'ai pas d'expérience dans la violation des droits et libertés de mes concitoyens mais, en revanche, j'ai de l'expérience dans le respect des droits et libertés de mes concitoyens », a-t-il indiqué. Et d'ajouter, dans la foulée, avoir passé toute sa vie à lutter pour le respect des droits et de libertés. Quelques personnalités politiques ont relevé de leur présence cette cérémonie dont Martin Fayulu de l'Écidé, Ève Bazaïba du Mouvement de libération du Congo et Adolphe Muzito du Parti lumumbiste unifié.

**Alain Diasso**

## ENJEUX POLITIQUES

## Le FCC rend hommage à Joseph Kabila

**Le comité stratégique de la plate-forme électorale de la majorité présidentielle a tenu, le 16 août, au Rotana Club de Kinshasa, une conférence de presse articulée sur trois axes majeurs, à savoir l'hommage rendu à leur autorité morale, l'entrée du pays dans une nouvelle ère de droit et le soutien de cette plate-forme à un seul candidat.**

Le face-à-face avec les professionnels des médias est intervenue une semaine après le dépôt de la candidature d'Emmanuel Shadary Ramazani, choisi par le Front commun pour le Congo (FCC) pour le représenter à la présidentielle de décembre prochain. Dans son mot d'introduction, le directeur de cabinet du chef de l'État, Néhémie Mwilanya, a, au nom du comité stratégique du FCC, rendu un vibrant hommage au chef de l'État, Joseph Kabila Kabange, qu'il a qualifié de « grand homme » et de « grand Africain », pour tout ce qu'il a fait dans son pays, notamment sur le plan politique. Il a salué le leadership exemplaire incarné par Joseph Kabila, son sens élevé du patriotisme et d'homme d'État ainsi que sa promesse de respecter

la Constitution. Le président de la République, a-t-il déclaré, a réinstauré la démocratie et lui en a donné un contenu : Constitution du 18 février 2006 adoptée par référendum ; installation des institutions élues et républicaines et respect des mandats reconnus par la loi fondamentale.

Néhémie Mwilanya a, par ailleurs, relevé que lorsque Joseph Kabila accède au pouvoir, il n'existe pas un État. Il a réuni le pays et procédé à l'installation de l'autorité de l'État. Le reste, a-t-il indiqué, n'étant qu'un exercice quotidien d'État, c'est-à-dire rebâtir, reconstruire les infrastructures de base avec, comme incidence, l'amélioration des conditions de vie de la population. Il a relevé que toutes les institutions prévues par la Constitution ont

fonctionné de 2006 jusqu'à ce jour. « Je pense également que ce qui était attendu et du reste qu'il a promis, c'était le respect des règles de jeu en ce qui concerne pratiquement le nombre de mandats présidentiels et, sur ce point, la parole du président de la République n'a pas varié depuis plusieurs années », a déclaré le directeur de cabinet du chef de l'État.

#### Une nouvelle ère pour la RDC

le directeur de cabinet du président de la République a, en outre, estimé que la République démocratique du Congo (RDC) vient véritablement de basculer dans une nouvelle ère de droit. « L'heure où la démocratie doit devenir réellement un mode de vie régulé par les règles du jeu en commençant par le respect des règles suprêmes et de la Constitution du pays, et notamment le respect de toutes les lois et les autres règlements du pays », a-t-il fait remarquer. Il a rappelé que de-

puis le 8 août, un exemple est venu d'en haut, celui du respect de la loi fondamentale, des règles établies, ajoutant que ce respect « doit également être exigé de tous les acteurs politiques mais également de tout le peuple congolais ». L'orateur a précisé que la communauté internationale est également interpellée sur ce sujet. « Pas de diplomatie à géométrie variable où l'exigence du respect des règles est péremptoirement évoquée pour les uns, c'est-à-dire en RDC, « le silence radio » ailleurs », a-t-il déclaré en substance. Et d'enchaîner : « Nous n'attendons pas de la communauté internationale qu'elle soit actrice de l'instabilité de manière directe et indirecte du pays, nous attendons plutôt qu'elle appuie les efforts des institutions établies pour plus de stabilité dans le pays ».

#### Soutien à un seul candidat

Tout en félicitant Shadary Emmanuel Ramazany pour avoir été choisi comme candidat du FCC à la présidentielle, l'ora-

teur s'est dit heureux de voir qu'aujourd'hui les sociétaires de la plate-forme ont tenu parole, conformément aux objectifs majeurs qu'ils se sont fixés. Évoquant la désignation d'Emmanuel Shadary, il a révélé que ce fut un processus laborieux car le chef de l'État a rencontré individuellement les représentants de tous les regroupements politiques et associatifs pour trouver un consensus autour de cette candidature. « C'est un processus participatif qui a abouti à la désignation du candidat du Front », a-t-il indiqué tout en rassurant qu'Emmanuel Shadary bénéficiera du soutien de tous les regroupements, membres du front. Le directeur de cabinet du chef de l'État a terminé son mot de circonstance en ces termes : « Le FCC est finalement la grande Force politique dont la structuration et l'ancrage peut rassurer notre peuple quant à son avenir et la meilleure gouvernance de ce pays ».

**Blandine Lusimana**

## ÉLECTIONS DE DÉCEMBRE

## L'Arc-en ciel du Congo promet l'unité de l'opposition pour l'alternance

**Le groupement politique a tenu, le 15 août à Kinshasa, sa conférence des présidents élargie en vue d'évaluer le processus électoral en cours.**

Au terme la rencontre, la déclaration politique lue par Léon Mondole, président du groupe parlementaire Les Libéraux, indique que l'Arc-en ciel du Congo (ACC) s'est fait le devoir citoyen de relever à l'attention de la communauté nationale et internationale qu'il « prend acte de la fin de la période des dépôts des candidatures dans les différents BRTC à travers toutes les circonscriptions de la République ». Tout en rejetant la machine à voter à moins d'un consensus, l'ACC exhorte cependant la Commission électorale nationale indépendante (Céni) « à discuter avec les acteurs politiques concernés par les élections sur le fichier électoral corrompu ». La plate-forme se félicite de la conformité du dossier de candidature de son candidat à la présidence de la République, le sénateur Jean-Philibert

Mabaya, présentement en séjour en Europe. « Tout en considérant la pertinence de cette étape de dépôt et de traitement des dossiers déjà franchie, l'ACC exhorte le pouvoir en place de s'abstenir de placer une main basse sur la Ceni et d'instrumentaliser la Justice aux fins des élections réellement transparentes, crédibles et apaisées », indique la déclaration. Aussi l'ACC exhorte-t-il le gouvernement à appliquer intégralement l'Accord de la Saint-Sylvestre et spécialement dans son volet décrispation politique.

Soucieux de l'alternance au sommet de l'État, ce regroupement politique de l'opposition « en appelle avec force à l'unité de l'opposition politique en vue de la désignation d'un candidat commun, gage et condition sine qua non à l'alternance tant souhaitée par l'ensemble de la population congolaise fatiguée du régime actuel ». Au regard de l'expérience malheureuse des élections antérieures, souligne la déclaration, l'ACC invite tous les acteurs politiques de l'opposition à s'abstenir de tout com-



Léon Mondole, au centre, lisant la déclaration politique de l'ACC avec, à sa droite, Jean-Pierre Lisanga Bonganga

portement hégémoniste, de se départir de tout complexe de grandeur tendant à la marginalisation des autres mais de travailler pour l'inclusivité de toutes les forces politiques en vue de la désignation d'un candidat commun. À cette fin, cette plate-forme propose la tenue d'une grande réunion de l'opposition après la publication de la liste définitive des présidentiables par la Céni.

« Face au Front commun pour le Congo, manifestement déterminé à pérenniser son système de gestion chaotique du pays, lequel a plongé l'ensemble de la population congolaise sous les eaux du déluge, l'ACC et son candidat à la présidence, l'honorable Jean-Philibert Mabaya Gizi Amine, invitent toutes les forces vives et les acteurs politiques préoccupés par la nécessité d'un nouveau régime de sa-

lut public basé sur l'exercice d'une politique - service de se joindre à eux pour constituer le camp du peuple », conclut la déclaration.

Signalons qu'à cette conférence des présidents de l'ACC, l'on a noté la présence de Jean-Pierre Lisanga Bonganga, ministre d'État chargé des Relations avec le parlement et cadre de cette plate-forme.

**Martin Enyimo**

## NORD-KIVU

## Congo peace network salue l'acquittement d'Elias Bizimungu

**Le point focal du Club de paix du réseau à Kiwanja avait été incarcéré dans la prison centrale de Rutshuru, pour avoir organisé une marche pacifique dénonçant et condamnant le kidnapping dans ce territoire.**

L'acquittement, le 15 août, d'Elias Bizimungu, a été une occasion pour Congo peace network de Kiwanja, une ONG de défense des droits de l'homme, de rappeler à l'autorité territoriale et aux forces de l'ordre de Rutshuru que la Constitution garantit la jouissance et l'exercice des droits et libertés fondamentaux aux citoyens congolais qui jouissent également d'une double protection juridique, parce qu'en plus de la loi fondamentale du 18 février 2006, il y a également les traités et accords internationaux, ratifiés par le gouvernement de la République dans le respect des prescriptions des articles 215 et 216 de la Constitution.

Elias Bizimungu vient d'être libéré après deux mois et demi (soixante-douze jours) d'incarcération à la prison

centrale de Rutshuru. Cette libération est un motif de satisfaction de Congo peace network dont il est membre. L'ONG a, en effet, déclaré que son arrestation et son incarcération ont été contraires aux lois du pays ainsi qu'aux autres textes internationaux ratifiés par la République démocratique du Congo.

### Les motifs de l'arrestation

Il était reproché à Elias Bizimungu, a-t-on appris, d'avoir organisé une marche pacifique, dénonçant et condamnant le kidnapping en territoire de Rutshuru. « Arrêté en date du 31 mai dernier par les forces de l'ordre sur autorisation de l'administrateur de territoire, ce jeune activiste et défenseur des droits humains se retrouvera en détention provisoire pendant environ plus d'un mois avant que son dossier ne soit transféré au Tribunal de paix de Rutshuru, pour fixation d'audience ; alors que ce dernier n'avait jamais été auditionné », a expliqué cette ONG dans un communiqué du 15 août annonçant sa libération. Selon cette or-

ganisation, le ministère public imputait à ce dernier l'infraction de « résistance avec violences envers les agents de l'autorité ou de force publique, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique ».

Après quatre audiences, les juges ont donné raison à Mè Johnson Tumuhimbise Rugwiga, défenseur judiciaire près le Tribunal de grande instance de Goma et conseil du prévenu Elias Bizimungu, qui avait fait constater que l'infraction n'était pas établie en faits ni en droit et qui a, par conséquent, demandé au tribunal l'acquittement pur et simple de son client. « C'est cette argumentation de l'avocat conseil d'Elias qui a motivé les juges de paix de Rutshuru de prononcer, en date du 14 août 2018, la décision d'acquittement d'Elias Bizimungu, qui recouvre sa liberté après plusieurs jours de détention illégale dans l'une des cellules de la prison centrale », se réjouit Congo peace network Face à cette affaire et la réalité sur le terrain, Congo peace network rappelle, en effet, que tout Congolais a le droit



Elias Bizimungu, lors d'une interview à Kiwanja/Photo Congo peace network

à « la liberté de manifestation telle que consacrée et garantie par l'article 26 de la Constitution ».

Pour Congo peace network, le kidnapping doit être éradiqué afin de prévenir d'énormes violations et abus des droits humains en territoire de Rutshuru comme les assassinats, tueries, pillages, paiement des rançons, incendie des maisons, interdiction d'accès aux champs, etc. « En définitive, la promotion des droits hu-

ains doit passer par la prévention d'actes d'intimidations et des menaces auxquels font face certains activistes et défenseurs des droits humains car la paix, la liberté, la justice et le respect des droits humains sont les préalables pour la reconstruction et le développement durable de la RDC », a conclu cette ONG. Elias Bizimungu, rappelle-t-on, a été arrêté avec quinze autres jeunes libérés une semaine après leur arrestation.

**Lucien Dianzenza**

## MUSIQUE

## Koffi Olomide invite à un bal de vacances en couleurs

**Le concert du patron de Quartier Latin, prévu pour le 18 août à l'Hôtel Pullman, sera le second show qu'il va offrir à ses fans à la suite du précédent tenu à l'occasion de son anniversaire, le 13 juillet dernier.**

Le Quadra promet un « concert magnifique, magnifié » à ses mélomanes, particulièrement ses fans qui se comptent par milliers à Kinshasa mais aussi à Brazzaville. Dans le spot diffusé en annonce de ce show spécial, il souligne qu'il s'agit d'un « Bal de vacances en couleurs au Salon Congo du Pullman », dans une adresse toute particulière aux familles. « Parents et enfants soyez là », l'entend-on dire à cet effet. Puis, il enchaîne en fredonnant « Papa mobimba aye » (Le père authentique est arrivé). Ce petit extrait donne un avant-goût de son appréciable répertoire qui vient de s'enrichir récemment du single

«Ba esclaves».

Organisé à deux semaines de la fin des vacances, le bal des vacanciers de Koffi Olomide n'est pas une première et c'est au grand bonheur de plusieurs mélomanes. L'on note cependant que ceux-ci avaient pris l'habitude, ces dernières années, de se rendre à cet effet à l'Invest. Une ambiance survoltée régnait toujours dans l'espace convivial en plein air où les « Koffiphiles » se donnaient rendez-vous déjà en fin d'après-midi. Pour cette fois-ci donc, c'est dans le cadre huppé du Pullman que l'événement se tiendra. Ce qui n'est pas sans ravir le Grand Mopao. Il l'affirme dans cette confiance au Courrier de Kinshasa : « Quand j'allais à l'Invest, c'est parce qu'à l'époque, le Pullman ne voulait pas. Et l'on avait tendance à perdre beaucoup de notre public qui aimait les lieux un peu select



comme celui-là ». Et de surenchérir : « L'Invest est toujours là mais l'on se dit que l'on

s'était tellement produit là-bas que ce serait aussi bien que l'on change de cadre ».

### Pas vraiment le choix !

Si Koffi se réjouit de ce qu'« aujourd'hui, le Pullman veille bien » lui ouvrir ses portes, il se désolé tout autant de ne pas toujours trouver de cadre idéal pour ses shows. « Je n'ai pas le choix, il y a tellement peu de places disponibles. J'aimerais bien me produire à Brazza, par exemple, mais je ne sais où aller jouer. L'on me dit que le Centre culturel français ne fait pas l'affaire ». Et donc, face à « ce terrible problème, en ce moment, je ne choisis pas. Je prends ce qu'il y a ! », nous a-t-il précisé. Et d'ajouter sur le même ton de confiance : « Je n'avais pas l'embarras du choix. C'est donc par défaut, comme on dit en matière de téléphonie aujourd'hui, que le bal des vacanciers se tient au Pullman ».

**Nioni Masela**

## MÉDIAS

## Les moyens de communication traditionnels condamnés à évoluer face à la modernité

**Le sujet a été longuement évoqué lors d'un séminaire de trois semaines, organisé jusqu'au 20 août à Pékin, en Chine, à l'intention des personnels seniors des médias des pays africains francophones.**

La rencontre a connu la participation de cinquante-quatre personnes venues de quatorze pays, notamment de l'Algérie, du Bénin, du Burundi, des Comores, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de Djibouti, de la Guinée-Bissau, de la République de Guinée, de Madagascar, de Maurice et du Sénégal. Organisée par l'Institut de recherches et de formations de l'administration d'Etat de la Radio et de la Télévision de Chine, elle a été l'occasion pour les conférenciers de donner leurs visions sur plusieurs thèmes. Sur le sujet « Les nouveaux médias remplaceront-ils les médias traditionnels ? », Li Zhiyong a indiqué que ces nouveaux médias ne sont autres que l'internet et les réseaux sociaux alors que le deuxième groupe est formé, entre autres, de la radio, de la télévision et de la presse écrite. L'orateur a reconnu la place centrale qu'occupent les nouveaux médias en matière de communication par rapport aux médias traditionnels mais a fait savoir que

selon des analystes, trois théories - être totalement remplacés, être partiellement remplacés, ne peuvent être remplacés - ont été avancées en réponse à la question soulevée. Résumant ces positions divergentes, il a relevé que « les médias traditionnels pourraient disparaître s'ils ne changent pas leur manière de faire ». « C'est pour avoir compris cette réalité des faits que la plupart ont eu la conviction qu'une révolution était obligatoire », a expliqué Li Zhiyong, soulignant que la vraie réponse à la préoccupation sus-évoquée est que les médias traditionnels ne pourront nullement disparaître mais ils sont tous condamnés à évoluer, s'ils veulent continuer à avoir des audiences qui conviennent.

Pour le conférencier, les experts veulent qu'on parle aujourd'hui d'écosystème médiatique, un ensemble dans lequel tout le monde joue un rôle avec plus ou moins d'interdépendance des uns avec les autres, que de raisonner en termes de médias traditionnels ou « à sens unique ». « L'erreur de ce genre

de médias est de vouloir imposer leurs modèles d'information ou de publicité déjà surannés aux autres », a-t-il rappelé. « Avec les nouveaux médias, l'information est publiée de manière instantanée et la chaîne d'informations quotidiennes est toujours occupée, parce que les gens veulent suivre des informations sur le téléphone portable, par exemple, plutôt que dans les journaux », a commenté Li Zhiyong.

Devant cet état de choses, les médias traditionnels qui ne l'ont pas encore fait ont été invités à s'engager sur la voie du changement afin de s'arrimer à la modernité. La Chine a, de son côté, prouvé ses prouesses en la matière comme cela se traduit au sein de la Télévision centrale de Chine (CCTV), la China Network Television - Télévision en réseau de Chine (CNTV) -, la Radio Chine Internationale (RCI), l'Agence de presse Chine nouvelle (Xinhua) et des journaux du pays, comme le quotidien de Lanzhou, dans de la province de Gansu.

S'agissant du cas de la télévision en général, qui ne voulait pas s'engager sur la voie du changement au motif qu'elle gardait toujours le leadership, l'orateur a dit que l'heure de faire des sacrifices avait sonné

avec l'accès à l'internet. Il s'agit, par exemple, pour les chaînes de télévision ayant des sites, d'élargir leur audience en publiant en ligne des informations et autres publicités. Il en est de même pour la radio même si elle reste le seul média pouvant être consommé gratuitement sans modération partout, que l'on soit en voiture ou dans n'importe quelle situation ambulante.

#### Le public de plus en plus exigeant

D'après des analystes, les médias traditionnels doivent à tout prix évoluer mais pour le faire, ils doivent tous intégrer l'idée que le public ne veut plus qu'on lui impose des programmes (films, séries TV, Journal télévisé, publicité) à des heures déjà fixées d'avance. De même tout internaute ne veut plus attendre une demi-heure ou la vingtaine de minutes pour s'informer ou se distraire.

Outre les nouveaux médias et des médias traditionnels, d'autres sujets ont été développés, comme « Le panorama des médias chinois et la perspective de coopération télévisée ou radiophonique (CCTV et RCI) », « L'internet et la transformation du domaine des médias », « La nouvelle technologie du domaine des médias en Chine ». Yu

Jiang de la CCTV francophone, Wang Yi, Zeng Qingjun et Yang Xiaolan, qui en étaient des conférenciers, ont suscité les réactions des participants. Leurs préoccupations ont pour la plupart porté sur la nécessité du raffermissement de la coopération médiatique entre la Chine et l'Afrique. Certains d'entre eux ont estimé que l'exemple donné par Xinhua en Afrique francophone et la CRI pour assurer et parfaire la vocation internationale des médias chinois, en couvrant certains pays de la région, va inévitablement renforcer ce partenariat si CCTV peut également emboîter le pas dans une démarche similaire. De plus, les délégués présents ont plaidé pour que tous les médias chinois internationaux procèdent à l'élargissement de leur champs d'action en comptant non seulement sur la performance des moyens modernes de diffusion des informations mais aussi en mettant tout en œuvre pour trouver en Afrique même, des correspondants locaux, capables de puiser l'information à la source. La création de stations CCTV dans certaines régions ou de radios émettant en FM dans chaque pays répondra au mieux à cette exigence, ont-ils escompté.

**Nestor N'Gampoula**

## CRISE LIBYENNE

## La communauté internationale à pied d'œuvre pour sortir le pays de l'impasse

**Différentes rencontres sont organisées avec les autorités du pays afin de mettre fin à la crise, en encourageant les principaux responsables politiques à aller aux élections.**

La dernière visite en Libye est celle du chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, effectuée le 23 juillet à Tripoli, pour soutenir la tenue d'élections. Au cours de son séjour, il avait rencontré les principaux acteurs politiques libyens, à savoir le chef du Gouvernement d'union nationale (GNA), Fayez el-Sarraj; le chef du Gouvernement d'accord national, Khalifa Haftar; le

stratégiques et politiques, les quatre principaux acteurs de la crise politique ont de commun accord réaffirmé leur engagement d'organiser et tenir le calendrier des élections, le 10 décembre prochain. « Les responsables libyens se sont engagés à organiser les élections présidentielle et législatives suivant un calendrier précis d'ici à la fin de l'année

suis venu rappeler ces engagements et ce calendrier à ceux qui les ont pris et partagé cette information à ceux qui n'étaient pas à Paris, le 29 mai dernier », soulignait le ministre.

#### Réunifier les institutions du pays pour promouvoir la paix

En effet, selon le vœu de la communauté internationale, l'une des voies qui permettront au pays de sortir de cette crise qui perdure est celle de la réunification des institutions.

D'autant plus que sept ans après l'intervention militaire occidentale, la Libye reste plongée dans l'instabilité, avec deux autorités politiques rivales, plus précisément le GNA à Tripoli, reconnu par la communauté internationale, et un cabinet parallèle dans l'est du pays, notamment la Chambre des représentants soutenue par le maréchal Khalifa Haftar et son armée. « Encourager le retour à la paix est l'objet de ma mission en Libye. Cette mission m'a permis de visiter le fief de chacun des protagonistes de l'accord



Jean-Yves Le Drian

de Paris. Il s'agit notamment du président du Conseil d'Etat, Khlaled Al-Mechri à Tripoli, le maréchal Haftar à Benghazi et le président de la Chambre des représentants, Aguila Salah à Tobrouk », avait déclaré le ministre français, en signifiant que les quatre responsables libyens se sont engagés à organiser les élections, le 10 décembre, et à réunifier les institutions du pays. Mais cette unification devrait commencer par celle de la Banque centrale parce qu'elle constitue un élément clé pour la gestion loyale des res-

sources issues du pétrole.

Par ailleurs, en ce qui concerne les autres institutions comme le parlement, il doit être adoptée une base constitutionnelle, définissant les pouvoirs du président et des lois électorales d'ici au 16 septembre. Ceci, afin d'aboutir à un référendum, organisé sur la base du projet proposé par l'Assemblée constituante de juillet 2017.

« J'ai entendu la grande détermination du président Salah. Je n'ai aucune inquiétude ni sur sa détermination ni sur le calendrier des différentes échéances électorales à venir », a assuré Jean-Yves le Drian avant de conclure que la France appuiera les efforts de tous ceux qui œuvrent pour la réussite de ces élections. Elle entend contribuer à hauteur d'un million de dollars, soit huit cent cinquante mille euros pour l'organisation des scrutins. « Le chaos libyen représente, en effet, une menace sécuritaire pour toute la région et pour l'Europe », a-t-il reconnu.

**Rock Ngassakys**

**« ... Je n'ai aucune inquiétude ni sur sa détermination ni sur le calendrier des différentes échéances électorales à venir »**

chef de l'Armée nationale libyenne (ANL), Aguila Salah Issa; et le président de la Chambre des représentants, Khaled Al-Mishri.

Ces différents échanges ont permis aux autorités libyennes et à l'envoyé du président français d'examiner les grandes questions qui freinent le retour de la paix dans ce pays, en proie au chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

Ainsi, à l'issue de ces rencontres

», indiquait le ministre français, Jean-Yves Le Drian, après l'entretien avec le chef du GNA, Fayez el-Sarraj à Tripoli, tout en insistant sur le vœu de la communauté internationale et celui de la population libyenne, plus précisément à propos de la consolidation de la paix.

« Ce qu'aspirent les citoyens libyens, c'est avoir une paix durable. Et le chemin à suivre c'est d'aller aux élections. Donc, je

# LE DÉFILÉ DU 15 AOÛT EN IMAGES





## DÉFILÉ MILITAIRE DU 15 AOÛT

## Le groupement para-commando fait sensation au boulevard Alfred Raoul

Sous les armes, près de trois mille militaires, gendarmes et policiers ont pris part, au boulevard Alfred-Raoul de Brazzaville, au défilé marquant le 58e anniversaire de l'indépendance de la République du Congo au cours duquel le groupement para-commando a retenu l'attention de l'assistance et des autorités, tant militaires que civiles.

Commémorée au niveau des Forces armées congolaises (Fac) sur le thème de « L'organisation et la discipline comme moyen d'accomplissement du service », la fête de l'indépendance a été, au cours du défilé, l'occasion de raffermir la cohésion des vaillants militaires, gendarmes et policiers dans leurs missions de sécurisation et de défense de l'intégrité territoriale. Sous l'égide du général de brigade, Jean Baptiste Gnakolo, commandant de la zone militaire de défense n°9 et commandant de la 40e brigade d'infanterie, ce défilé pédestre a vu se succéder trente-six carrés des unités des Fac.

Comme de coutume, ouvert par la musique principale des Fac suivie de l'unité du régiment d'apparat et d'honneur dont la principale mission est de rendre les

honneurs aux hautes autorités civiles et militaires, le défilé a vu tour à tour le passage des écoles des Fac, notamment l'Ecole militaire préparatoire Général Lelerc, l'Académie militaire Marien-Ngouabi et l'Ecole nationale des sous-officiers d'active de Gamboma devant lesquelles se trouvait en tête des carrés le colonel Jacques Ekiabeka.

Sous la conduite des colonels Rodrigue Mouloungui et Raymond Lomanwe, les unités de la gendarmerie ainsi que celles de la police nationale ont marqué leur présence à ce défilé avec leurs différentes unités aussi bien féminines que masculines.

Avec comme mission traditionnelle le maintien de la paix et de sécurité collective, la gendarmerie et la police ont présenté à l'occasion quelques engins et autres



Quatre para-commando ont chuté au boulevard lors du défilé/Adiac

arsenaux dont elles se servent selon les opérations à mener. S'agissant des autres corps des Fac dont la mission consiste à assurer la défense de l'intégrité territoriale du pays, leur présence à ce défilé a été marquée par le passage de la direction des renseignements militaires, le comman-

dement de la logistique, la marine nationale, les troupes de l'armée de l'air et de terre, le 36e bataillon d'infanterie, le 1er régiment blindé et le groupement para-commando dont le rythme et la cadence ont toujours émerveillé le public à son passage. Sa spécificité à l'occasion de ce défilé marquant le 58e anni-

versaire de l'indépendance a été le largage de quatre parachutistes fortement ovationnés. Ils ont retenu l'attention du président de la République qui n'a pas hésité à les congratuler publiquement après des sauts réussis du haut de plus 1500 mètres d'altitude.

Guy-Gervais Kitina

## La paix et l'unité nationale au cœur du défilé civil

Le boulevard Alfred-Raoul a accueilli, le 15 août comme à l'accoutumée, une parade civile à l'occasion du 58e anniversaire de l'indépendance nationale. Venue des neuf arrondissements de Brazzaville, la population a exprimé son attachement à la cohésion nationale, aux valeurs d'unité et de paix.

Menus de banderoles, de pancartes et d'autres étendards, les défilants ont émerveillé le public sous les rythmes de la fanfare de l'église Kimbanguiste. La foule immense massée le long du lieu du défilé s'exultait de joie au passage des délégations, disposées par arrondissement dans quelque quatre-vingt-dix carrés. Le bal a été ouvert par les habitants de Makélékélé, premier arrondissement. S'en sont suivis ceux des huit autres arrondissements. Vêtus de pagne, chemise, tee-shirt et autres tenues – pour la plupart à l'effigie de leur structure-, les représentants de la société civile, des partis politiques et des administrations publiques ont marqué leur passage en scandant des messages d'amour et de tolérance.

Les sapeurs, parés de leurs plus beaux atours, ont suscité l'admiration du public de même que celle des officiels qui les acclamaient dans les tribunes. « La sape : un puissant vecteur de l'unité nationale et du vivre ensemble », tel a été le message porté par ces adeptes du vestimentaire.

## « La sape : un puissant vecteur de l'unité nationale et du vivre ensemble »

Condition sine qua non pour le développement, la paix l'est aussi pour la pratique de la sape, un domaine particulier dans lequel les Congolais s'illustrent depuis la nuit des temps. Il sied de souligner que Poto-Poto, le troisième arrondissement, a fait sensation avec la présence des ressortissants des pays étrangers tels le Maroc, le Bénin, le Mali et d'autres du continent.

L'un des plus vieux arrondissements de la ville, Poto-Poto est réputé par son caractère cosmopolite. C'est un grand centre des affaires qui abrite également certains symboles historiques de la capitale comme la Basilique Sainte-Anne et le stade gouverneur Félix-Eboué dont la construction date des années 1940.

Autres faits marquants du défilé civil, c'est la présence des populations de la commune de Kintélé, banlieue nord de Brazzaville et celles du district de l'île Mbamou, sur le majestueux fleuve Congo. Elles ont traduit leur enthousiasme en célébrant la fête nationale.

Ancienne colonie française, la République du Congo a acquis son indépendance le 15 août 1960, de manière pacifique. Sa capitale politique, Brazzaville, a servi comme capitale de la France libre lors de la seconde Guerre mondiale.

Christian Brice Elion

## Un marché de fortune aux abords du boulevard fait le bonheur de l'assistance

Pour la deuxième année consécutive, le défilé commémorant l'anniversaire de l'indépendance s'est déroulé à Brazzaville, après que la fête a fait le tour de tous les chefs-lieux de département du pays grâce à la « Municipalisation accélérée », un programme gouvernemental de développement du Congo.

Comme à chaque fête de l'indépendance célébrée à Brazzaville, ce mercredi 15 août, très tôt, les vendeurs sont venus très nombreux occuper le trottoir du boulevard Alfred- Raoul pour faire leur business.

Les deux abords de la plus grande avenue de Brazzaville ont été pris d'assaut par ces vendeurs à la sauvette. Toutes sortes de jus de fruit ainsi que de l'eau minérale ont été proposés aux nombreux spectateurs venus assister au défilé et même aux participants afin d'éteindre leur soif. On pouvait également déguster des beignets, du pain, des gâteaux, etc. Ce marché de fortune a débuté depuis le 13 août lors du Semi-marathon international de Brazzaville.

« Chaque fois, lorsque le défilé se

déroule à Brazzaville, je mobilise tous mes enfants souvent en vacances à venir m'aider à vendre du jus et de l'eau, pendant que je fais la braise pour les clients qui attendent. Après la fête du 15 août, je repars pour le marché Moungali, mon lieu de vente habituel », a confié Adolphine, la quarantaine, mariée et mère de cinq enfants.

À ceux qui préfèrent un plat consistant le matin, les vendeurs avaient prévu aussi du poulet et du poisson à la braise. Ajouter à cela des mets résistants comme le haricot, le saka-saka, etc. Pour mettre les clients à l'aise, des tables en plein air ont été installées.

« Les années passées, on ne trouvait que de l'eau et du jus mais



Une vue des vendeurs au marché de fortune du boulevard Alfred-Raoul/Adiac

maintenant on constate que les choses ont changé. On a le choix de manger ou boire ce que l'on veut. J'apprécie bien cette initiative », s'est réjoui un agent de l'ordre dégustant un plat résistant avant de rejoindre ses collègues déjà alignés sur le boulevard.

Aujourd'hui, la situation est telle que tout le monde vend à tout le monde. D'où l'omniprésence des terrasses, des restaurants de fortune, de petites boutiques et des marchés parfois ouverts à des endroits insalubres.

Personne n'en veut à ces vendeurs issus pour la plupart des familles démunies, tant leur survie en dépend. D'ailleurs, les Congolais des années antérieures n'ignorent pas le fameux « article 15 » qui était presque devenu un slogan de vie, obligeant plus de la moitié des chefs de ménages à la débrouillardise.

Tout le problème est que certains vendeurs ne se soucient guère de l'hygiène environnementale. Ils quittent les lieux en abandonnant toutes sortes d'ordures. Certains y vont jusqu'à déverser des eaux sales dans les canalisations. D'autres encore y jettent des feuilles ayant servi de cuisson et même d'emballage de manioc (chikwangue).

Le respect des bonnes pratiques d'hygiène environnementale doit être aujourd'hui le cheval de bataille de tout le monde, afin de limiter les risques d'apparition de maladies.

Yvette Reine Nzaba

## PAIEMENT DES SINISTRES

## Peu d'engouement devant les guichets de l'ARC

À la préfecture de Brazzaville, le 13 août, quarante sinistrés ont pu retirer leurs chèques, quelque quarante-six millions de francs CFA. La compagnie d'assurance publique entend lancer une opération de porte-à-porte pour rechercher les absents.



Une victime recevant son chèque (Adiac)

Le paiement des sinistres qui a été lancé depuis le mois de mai par la compagnie Assurances et réassurances du Congo (ARC) concerne les dossiers liés aux accidents de la route, les incendies et autres sinistres. Pour le moment, cette activité est concentrée au niveau des deux grandes villes du pays, Pointe-Noire et Brazzaville. Dans les arrondissements où nous sommes passés, a expliqué la directrice des sinistres, Judicaël Princelie Mabika, l'objectif reste le même. « Nous voulons, à travers cette opération, toucher le public congolais. Nous avons plusieurs dossiers qui ne sont pas encore payés. Nous voulons aussi rappeler au public qu'effectivement l'ARC est en train de payer les sinistres ayant été indemnisés partiellement ou non », a-t-elle déclaré.

L'opération devrait s'étendre progressivement dans tout le territoire national. « Aujourd'hui, nous avons pu payer quarante personnes mais au cours des opérations futures, nous pouvons régler davantage que cela. C'est tout un processus et nous sommes en train de nous battre pour apurer tous les dossiers », a indiqué Judicaël Princelie Mabika. La difficulté découlerait des vieux dossiers remontant parfois à 1974. La compagnie ne parvient pas, semble-t-il, à identifier les concernés.

Précisons que l'apurement des dossiers sinistres lancé par l'ARC et qualifié d'« événement inédit » est couplé avec l'opération recherche des victimes sur toute l'étendue du territoire national. Un numéro vert d'appel téléphonique gratuit (7575) a même été ouvert par la compagnie à l'endroit de tous ceux qui voudraient faire connaître leurs sinistres.

Fiacre Kombo

## BRAZZAVILLE

## Des commerces mettent la clé sous le paillason

La morosité de la conjoncture économique entraîne le ralentissement des affaires, voire la fermeture de certains commerces. Une réalité remarquée aussi bien au centre-ville que dans de différents quartiers de la ville.

Interrogé, Abdoul Ndiaye, propriétaire d'un magasin de vente de meuble explique : « Avant, j'avais deux magasins dont l'un à Ouenzé et l'autre à Poto-Poto. Le loyer me coûtait par mois 250 000 FCFA chacun, sans compter l'électricité. Vu qu'on ne fait plus de bonnes recettes permettant de faire face aux charges, j'ai décidé de fermer celui de Ouenzé », s'est-il plaint.

À propos de cette mévente,

Soyaya, un commerçant aussi, renchérit qu'il n'arrive même pas à vendre une paire de chaussures ni de sandales dans la journée. « En plus, je garde encore dans le dépôt, ici au marché Total, de la marchandise que j'avais commandée pour les fêtes de l'an dernier. Dans deux mois, si la situation est la même, je serai dans l'obligation de libérer cette boutique et de faire un tour au pays », a-t-il laissé entendre.



Une boutique de vente des équipements de sports fermée (Adiac)

Abou qui partait chaque trois mois à l'étranger pour s'approvisionner en marchandise essentiellement constituée des tenues, chaussures et sacs pour femmes, n'effectue désormais qu'un seul déplacement l'année. D'ailleurs, « je suis en train de négocier avec les services de la mairie pour payer la patente en deux tranches. Pour l'heure, je ne suis pas en mesure de verser 400 000 ou 500 000 FCFA d'un coup », a-t-il indiqué.

Au centre-ville, quelques magasins qui vendaient des meubles ainsi que des jouets et habits pour enfants ont également baissé leurs rideaux. Pour subvenir aux besoins journaliers de la famille, certains ont dû changer d'activités dans l'espoir d'empocher en fin de journée quelques billets de banque, leur permettant de subvenir aux charges du ménage.

Notons qu'en ces durs moments de crise, les marchés sont un peu animés seulement pendant la première semaine de paie des fonctionnaires. Dépassée cette période, il faudra invoquer le ciel pour écouler sa marchandise.

Lopelle Mboussa Gassia

## DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

## Les agriculteurs de Nkouo sollicitent l'appui de l'Etat

Alors qu'il existe depuis 2005 un fonds de soutien pour encourager ceux qui œuvrent dans le secteur agricole, le groupement dénommé Fami que coordonne Martine Ngassaki, en partenariat avec Aziz Elenga, est à la quête d'un apport financier extérieur, notamment de la part des pouvoirs publics.

Installé depuis l'année 2000 dans la localité de Nkouo, à 85 km de Brazzaville, le groupement Fami a organisé, le week-end dernier, une campagne sur le thème « Retour à la terre, une solution pour lutter contre la pauvreté mais à quel prix ? »

L'objectif principal de la journée d'échange avec les experts du domaine agricole était d'éduquer la population en général et les jeunes en particulier sur les atouts qu'engrange le secteur agricole national, notamment dans le cadre de la diversifica-

tion de l'économie et de la lutte contre la pauvreté.

Ce moment a été également, selon les organisateurs, une invite à l'endroit des autorités du pays afin qu'elles prêtent une attention particulière aux acteurs privés de ce secteur d'activité jugé noble mais difficile pour se développer, par manque de mesures d'accompagnement considérables.

« Cette rencontre nous donne tous la possibilité d'échanger sur les questions de fond, notamment celles qui intéressent le développement de notre secteur d'activité. Parmi ces questions, il y a celles liées au manque de soutien et de mesures d'accompagnement, capables de nous permettre de se maintenir et de se développer de façon durable », a déclaré Aziz Elenga.

Parlant de la création de leur groupement qui a déjà totalisé dix-huit années, il a précisé que leur vision est de contribuer au développement du pays, en

encourageant les Congolais désœuvrés et les jeunes à aimer les métiers de la terre. Cela leur permettra, a-t-il signifié, de contrer leur chômage et de promouvoir les emplois dans le pays, actuellement en proie aux effets néfastes de la crise économique.

Pour la coordonnatrice de ce groupement, plusieurs problèmes impactent sur le développement agricole. Au nombre de ceux-ci se trouvent ceux liés à l'appauvrissement et la mauvaise qualité des terres, la difficulté d'accès aux tracteurs, le manque d'une main d'œuvre qualifiée, l'accès difficile à l'eau alors qu'il existe dans ces villages le projet « Eau pour tous » et le non-respect de la procédure d'acquisition des terres. « L'agriculture est une activité difficile mais noble. Il n'y a pas que la Fonction publique qui paye bien mais il y a aussi d'autres métiers comme l'agriculture et l'élevage qui donnent beaucoup d'argent. Il suffit d'avoir la volonté et d'être patient », a

déclaré le chef du village d'Odziba, Mpayoulou Koulimaya Nguïé.

## L'acquisition des terres au village Nkouo est simple

Evoquant les problèmes liés à l'acquisition des terrains dans sa localité, la présidente du comité du village Nkouo et également propriétaire foncière, Alice Boumpalangolo, a signifié que tout Congolais est libre de bénéficier d'un petit lopin de terre dans sa localité. Il suffit simplement de respecter la procédure d'acquisition, en tenant compte de la loi foncière. « Nous attendons tout Congolais désireux d'avoir un terrain à Nkouo pour l'exploiter », a-t-elle déclaré. Au terme de la journée d'échanges, les participants ont recommandé que soient vulgarisées les missions de l'Etat en la matière dans les zones où les activités sont réalisées par des acteurs privés, les techniques agricoles et les nouvelles variétés de boutures améliorées, notamment celles qui peuvent résister aux maladies et au changement climatique.

Rock Ngassakys



Une visite du champ

## ACTION HUMANITAIRE

## Divers dons au profit des déplacés du Pool

Le gouvernement et ses partenaires ont, depuis le début de l'année, apporté une assistance multiforme à la population victime de la situation de crise qui a prévalu dans le département.



Les gestes d'altruisme ont permis tant soit peu aux déplacés de retrouver le sourire malgré les nombreux défis à relever. Partenaire du Congo, la Chine a offert une somme de six millions de dollars, soit trois milliards de FCFA.

Cette subvention affectée à travers le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) devrait contribuer à l'amélioration de la situation des déplacés. Le PAM a réalisé, selon son représentant au Congo, Jean Martin Bauer, la distribution des produits alimentaires et apporté l'appui nutritionnel. Selon ce dernier, 69% de la somme reçue ont été engagés ; tous les produits alimentaires sont sur le territoire congolais.

En mai 2017, on estimait que 51% des déplacés du Pool étaient en situation d'insécurité alimentaire. Une enquête effectuée en janvier dernier a révélé que 12% seulement de ces derniers étaient en insécurité alimentaire. « Nous sommes là pour appuyer, de façon concrète, les déplacés internes. Avec le gouvernement, nous travaillerons pour alléger vos souffrances. Nous ferons de notre mieux, à travers nos partenaires financiers, pour continuer à vous aider jusqu'à ce que vous retourniez chez vous tranquillement », s'adressait aux déplacés, le représentant du HCR, Cyr Modeste Kouamé.

Par ailleurs, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, Todd P. Haskell, s'était rendu en février à Nganga-Lingolo où il avait remis une aide supplémentaire de son pays de plus de quatre-vingts millions de francs CFA. Composée de non-vivres, celle-ci était destinée à la prise en charge d'environ mille personnes.

Cette aide a été subventionnée par l'Agence des États-Unis pour le développement international, à travers le Bureau d'assistance en cas de catastrophe à l'étranger. Elle s'inscrivait dans le cadre du projet d'assistance aux déplacés du Pool, mis en œuvre par Caritas Congo avec Catholic relief services.

Au total, mille personnes affectées par la crise du Pool étaient concernées par cet appui américain, notamment cent cinquante familles déplacées à Brazzaville, deux cent cinquante à Kinkala et six cents dans la Bouenza.

Le diplomate américain a fait savoir que le gouvernement de son pays avait réagi à l'appel lancé par le Congo pour l'assistance aux personnes affectées par le conflit dans le Pool. D'où les Etats-Unis avaient accordé une assistance de plus de 250 millions de francs CFA en 2017 au profit de près de six mille cinq cents personnes dans la Bouenza qui avaient fui les violences dans le Pool.

Guillaume Ondzé

## COMMUNIQUÉ

Bourses d'études (Sénégal) à l'étranger offertes pour les nouveaux bacheliers.

Dépôt de dossier du 20 au 30/08/2018 à 64 rue Sergent Malamine.

En face station X-oil, vers Mairie Centrale

Téléphone : 06 900 00 01

## COOPÉRATION

## Thérèse N'Dri-Yoman confiante de l'amitié entre le Congo et la Côte d'Ivoire

En marge de la commémoration, le 7 août, du 58<sup>e</sup> anniversaire de l'accession de son pays à l'indépendance, l'ambassadeur de la Côte d'Ivoire au Congo a fait une déclaration, invitant la population des deux pays à renforcer davantage leur coopération.



Thérèse N'Dri-Yoman

Faisant une rétrospection sur l'histoire de son pays qui a eu son indépendance le 7 août 1960 sous la conduite du président Félix Houphouët Boigny, la diplomate ivoirienne a précisé que la célébration de l'indépendance est un jour solennel, une joie et un honneur pour tout le peuple. C'est une fête nationale et le jour par excellence du souvenir de la liberté retrouvée ainsi que de l'affirmation de la souveraineté des peuples unis dans un destin commun.

« C'est ainsi qu'à l'aube de cette journée commémorative, le président de la République de la Côte d'Ivoire a mis le baume au cœur des Ivoiriens après son discours à la nation où il a fait preuve d'indulgence en grâçant plus de huit cents prisonniers, parmi lesquels Simone Gbagbo », a-t-elle souligné.

Pour Thérèse N'Dri-Yoman, sous la conduite du président Alassane Ouattara, le pays a pu relever à la suite de ses prédécesseurs des défis importants qui lui ont permis de gagner en maturité et de consolider son retour et son positionnement sur la scène internationale. Cette nouvelle dynamique au niveau international a permis à la Côte d'Ivoire de renforcer ses relations multilatérales avec plusieurs pays dont le Congo.

« J'exprime de vive voix toute ma gratitude aux hautes autorités du Congo, pour leur soutien depuis ma prise de fonction, particulièrement au président Denis Sassou N'Guesso », a reconnu l'ambassadeur.

## Les rapports entre le Congo et la Côte d'Ivoire se portent bien

La diplomate ivoirienne a signifié que plusieurs initiatives contribuent au renforcement de l'amitié et de la coopération bilatérale entre le Congo et la Côte d'Ivoire. Il s'agit, par exemple, de la mission à Brazzaville d'une équipe de l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny de Yamoussoukro, du 27 au 30 septembre 2017. Elle s'inscrivait dans le cadre de l'organisation d'un concours à l'intention des bacheliers congolais qui souhaitaient intégrer cette grande école de référence. A l'issue de ce test de sélection, trente-sept étudiants sur quatre cent trente ont été admis et y sont actuellement en formation.

En dehors de cet acte, il y a aussi la visite de travail qu'a effectuée, en janvier dernier au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville et à l'hôpital de Loandjili de Pointe-Noire la délégation du CHU de Cocody, conduite

Rock Ngassakys

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

## Une formation sur la gestion des documents

Les apprenants du Centre national de documentation et d'information scientifique et technique ont été instruits, du 1<sup>er</sup> au 10 août à Brazzaville, sur la conservation, la communication et la mise en valeur des données et des textes.

La formation a été organisée dans le cadre du renforcement des capacités afin de permettre aux bénéficiaires d'être capables de renseigner les usagers, a expliqué le directeur du centre, Jean Pierre Ngoma.

Les enseignements ont porté sur l'identification du document dès son arrivée jusqu'à sa sortie, l'interprétation du langage des usagers et bien d'autres. Le directeur du centre a invité, dans son mot de clôture, les apprenants à mettre

en pratique toutes les connaissances acquises au profit des usagers. Outre cette formation, il a annoncé que d'autres modules feront également l'objet d'un atelier. « Cette formation qui est la première du genre a mis l'accent sur les archives et la documentation. Elle s'inscrivait dans le cadre du programme d'activité pour le renforcement des capacités du centre », a-t-il dit.

De son côté, le facilitateur de la formation, Noé Emmanuel Mbemba, a souligné

l'importance de ce stage avant de rappeler que ces apprenants font partie de la première promotion.

Selon lui, ces stagiaires sont encore nouveaux dans le métier qui paraît encore difficile. « Nous avons pris les mesures pour leur permettre de s'adapter en un laps de temps. Il reste au chef de centre d'être vigilant et d'être à l'écoute en les incitant à aimer le métier de documentaliste », a déclaré Noé Emmanuel Mbemba.

Pour la cheffe de service information et documentation, Lucie Berthe Boulaht, la formation a été pertinente car elle lui a permis d'approfondir ses connaissances sur la manipulation d'autres outils, le catalogage, l'identification du document en les classant sous forme de mono ou périodique.

Elle a, par ailleurs, déploré le temps imparti de l'apprentissage en dix jours alors que ces enseignements sont donnés en trois ans à l'Université Marien-Ngouabi, avant de souhaiter que la direction du Centre national de documentation et d'information scientifique et technique vulgarise ces formations pour une meilleure gestion de cette structure.

Lydie Gisèle Oko



Photo de famille

## FESTIVAL COULEURS DU CONGO

## Lancement de la dixième édition

Dans l'ambiance de la célébration du 58<sup>e</sup> anniversaire de la fête de l'indépendance de la République du Congo, le président manager du groupe Pella Yombo, en collaboration avec Pierre Cébert Iboko Onanga, préfet départemental de Brazzaville, ont tenu le 13 août, à la préfecture de Brazzaville, une conférence de presse au cours de laquelle la programmation de l'événement a été divulguée.

Le festival couleurs du Congo, en sigle festi Coco, les décibels de l'indépendance, a pour thème « Rythmes et danses du terroir, découvertes et interpénétration des identités culturelles congolaises ». Ce festival est un rendez-vous des Congolais avec les Congolais. « On fait de la part belle aux groupes folkloriques, aux artistes musiciens tradi-modernes, mêlant l'âme congolaise aux instruments de musique modernes pour le rythme à la croisée des chemins d'ici et d'ailleurs », a indiqué Pella Yombo.

Le promoteur et manager de ce festival a fait savoir que « Le Congo notre beau pays est un vivier et un potager culturel... Ayant foi en ce Congo-là qui chante, car, la culture d'un peuple est sa vitrine ». Mais il s'est indigné du comportement désintéressé des autorités congolaises pour la culture. Selon lui, les culturels sont délaissés alors que « Quand il s'agit de la recherche scientifique, de la diplomatie, du pétrole, la nation se mobilise. Quand il s'agit de la culture, c'est l'indifférence totale ».

Par ailleurs, Pella Yombo a remercié le préfet départemental de Brazzaville, Pierre Cébert Iboko Onanga, pour son soutien multiforme. « Nous vous disons merci monsieur le préfet de disposer de ce temps afin que cela interpelle les décideurs. Nos remerciements à tous les artistes qui ont accepté de participer à ce festival », a-t-il laissé entendre.

De son côté, le préfet, parrain de l'événement, a salué l'initiative en ces termes : « Encourageons et pérennisons ce concept, initié pour promouvoir et vulgariser la culture congolaise dans toute la diversité de ce terroir. Fêtons l'indépendance du Congo à travers la pluralité des rythmes et danses congolais découvertes et interpénétration des identités culturelles congolaises, c'est cela aussi le vivre ensemble ».

Les festivités ont débuté par une caravane qui s'est déroulée le 13 août dans les rues de Brazzaville, de la mairie de Mfilou, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, jusqu'à la préfecture de Brazzaville. Une pièce de théâtre relatant l'histoire



Les participants (Adiac)

de l'indépendance du Congo a été jouée, le 13 août, par le groupe du comédien fortuné Bateza.

Une soixantaine de spectacles sont prévus sur une même scène, ce 15

août, à partir de 18 heures au boulevard Alfred-Raoul. Le méga concert sera donné par des artistes de tous les arrondissements de Brazzaville, des groupes folkloriques, traditionnels,

tradi-modernes, religieux et urbains. Une occasion pour ces artistes de faire montre de leur talent sur une même planche.

Rosalie Bindika

### ANNONCE LEGALE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

AKER SOLUTIONS CONGO SA  
189 rue Litongu, B.P : 1154, Pointe-Noire  
RCCM : CG/PNR/13B732

Aux termes du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Mixte du 13 juillet 2018, enregistré le 8 août 2018 à la recette de l'enregistrement, des domaines et du timbre de Pointe-Noire centre, sous le numéro 6084, folio 145/5, l'actionnaire unique a notamment décidé de :

1. Approuver la modification des statuts ; et
2. Nommer les membres de son conseil d'administration.

Dépôt desdits actes a été effectué au greffe du tribunal de Commerce de Pointe-Noire.

Pour avis,  
Le Conseil d'Administration

### PROGRAMME DES OBSÈQUES DE SIMON-PIERRE MANIMA

La famille Nsembo et les petits-fils Leto-Kouba annoncent aux parents, amis et connaissances que les obsèques se dérouleront selon le programme ci-après :

**Dimanche 19 août 2018 :**

4h00 : arrivée de la dépouille à Brazzaville ;

Lundi 20 août :

recueillement domicile, n°38 de la rue Loudima, à Mougali (vers Madoukoutsiekélé).

15h00 : départ pour le village Moutampa (district de Mbandza-Ndounga) ;

Mardi 21 août :

12h00 : inhumation au cimetière familial ;

15h00 : fin de cérémonie et retour à Brazzaville.



unissons-nous  
pour les enfants



### AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR FOURNITURE DES BIENS ET SERVICES EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance publie

Six (06) avis d'appel d'offres pour l'achat des biens et services ci-dessous cités, en République du Congo :

- Fournitures et manuels scolaires ;
- Travaux de réhabilitation de la maternité de l'hôpital de Lékana et du bloc opératoire de l'hôpital de Mouyondzi ;
- Travaux de réhabilitation des accès pour personnes à mobilité réduite aux locaux de l'UNICEF à Brazzaville ;
- Transport routier de l'assistance humanitaire sur toute l'étendue du territoire national ;
- Location de véhicules pour le transport du personnel en mission sur toute l'étendue du territoire national ;
- Conception et impression / design de divers supports de communication et autres documents ;

#### Dossiers d'appel d'offres

Les dossiers des six (6) avis d'appel d'offres sont à retirer sous format électronique dans une clé USB neuve d'au moins 4GB, tous les jours ouvrables, de lundi à jeudi, de 8h00 à 13h00, et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 8h00 à 14h00, et ce jusqu'au lundi 20 Août 2018, au bureau de la Représentation de l'UNICEF à Brazzaville ou au bureau de zone de l'UNICEF à Pointe-Noire, sis aux adresses ci-après :

Représentation UNICEF  
D-34, rue Lucien Fourneau  
(A côté de l'IFC - Ex CCF),  
BP. 2210, Tél : 06-652-5022,  
Brazzaville, République du Congo

Bureau de Zone  
309, Avenue Marien-Ngouabi  
(En diagonal de LABOREX),  
Tél : 06-635-5316,  
Pointe-Noire, République du Congo

Brazzaville, le 8 Août 2018.

LA REPRESENTATION.

## VIE ASSOCIATIVE

# Le Mouvement action jeunesse poursuit sa sensibilisation à une sexualité responsable

À l'occasion de la journée internationale de la jeunesse, l'organe juvénile de l'Association congolaise pour le bien-être familial a organisé, le 13 août à Tié Tié et Mpaka, à Pointe-Noire, des séances de sensibilisation à l'endroit des jeunes sur la santé sexuelle et de la reproduction.

Célébrée sur le thème « Espaces sécurités pour les jeunes », la journée a permis au Mouvement action jeunesse (MAJ) de parler des espaces sûrs pour l'accès des jeunes aux services de santé. La jeunesse, a souligné cette association, est la plus exposée aux problèmes liés à la santé sexuelle et la reproduction, à savoir les grossesses non désirées et précoces, les infections sexuellement transmissibles. Sous la férule d'Espoir d'Almeda, président de MAJ, les



Les jeunes en pleine séance de sensibilisation / Adiac

jeunes de ce mouvement sont descendus sur le terrain pour livrer toutes les informations sur la santé sexuelle et la reproduction au public constitué essentiellement

de jeunes. L'absence de l'information sur la sexualité responsable, a indiqué MAJ, a pour conséquence les grossesses non désirées ou précoces dues à l'absence ou la

défaillance d'une méthode contraceptive ou d'autres facteurs indépendants de la volonté d'un individu entraînant les abandons d'enfant, les problèmes de santé

reproductive, des drames sociaux, les avortements provoqués, les infanticides, la délinquance, les conflits familiaux, la fuite de responsabilité, la marginalisation, le déficit affectif chez l'enfant né d'une grossesse non désirée, la baisse des rendements scolaires des jeunes filles, le décrochage scolaire, les mariages précoces et forcés, les avortements clandestins, la faible scolarisation des filles, le passage de la jeune fille au statut de fille mère.

Selon Espoir d'Almeda, pour éviter toute grossesse non désirée ou précoce, l'abstinence sexuelle est plus qu'impérative tout comme l'utilisation des préservatifs. À la fin de la séance, Espoir d'Almeda a exhorté les jeunes à jouir d'une sexualité responsable car ils incarnent l'avenir de demain.

**Hervé Brice Mampouya**

## KICK-BOXING

## Michel Malalou Makanga dissout le comité départemental

**Le président de la Ligue départementale de karaté et arts martiaux affinitaires de Pointe-Noire (Lideka-Ama-PNR) a publié, le 11 août, la décision portant la dissolution du comité départemental de la discipline que dirige Zombré Julio Vickos pour faute grave.**

La Ligue départementale de karaté de Pointe-Noire reproche au président du comité de kick-boxing, Zombré Julio Vickos, le non-respect des textes régissant les ligues. « Pour faute grave conf. article 45.B. du règlement des ligues, le non-respect des textes organiques des ligues et de la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires. Le fait de s'auto-grader ceinture noire 3e dan de karaté est une entrave grâce aux dispositions réglementant le mérite des grades délivrés par la Fécoka-Ama », stipule la décision qui souligne également le fait de sortir hors du département pour mettre en

place le comité du Niari et de participer à la mise en place du nouveau comité national illégal de Kick-boxing sans en avoir reçu mandat. Cette décision déplore aussi le refus de Zombré Julio Vickos d'obtempérer et de répondre aux invitations de la ligue.

À la suite de ces actes considérés comme faute grave, le président de la Ligue a décidé de la dissolution du comité départemental de Kick-boxing. Ainsi, son président perd tout titre délivré par la Lideka-Ama-PNR (article 46.2 du règlement intérieur des ligues). Soulignons toutefois qu'avant de statuer sur la question, le président de la Ligue de karaté de Pointe-Noire, Michel Malalou Makanga, et son bureau se sont entretenus, le 22 juillet, avec les membres de la fédération et le comité de kick-boxing suivi de l'interpellation du nouveau comité national par la fédération le 8 août. Cette décision prend effet à compter de sa date de signature et sera publiée partout où besoin sera.

**Charlem Léa Legnoki**

### IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

### UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Chemises à rabat

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo

## 15 AOÛT À POINTE-NOIRE

## Des réjouissances populaires ont magnifié la fête

Pour marquer le 58<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Congo, des spectacles ont été organisés sur l'esplanade de la mairie de l'arrondissement 4, Loandjili, en présence de l'administrateur-maire de cet arrondissement, Fernande Marie-Catherine Dekambi Mavoungou, et du représentant du préfet de Pointe-Noire, Florent Paka.

À l'instar des différents arrondissements de la ville, Loandjili n'est pas resté en marge de la directive du préfet de Pointe-Noire qui demandait à chaque arrondissement d'organiser des réjouissances populaires à leur siège.

Ainsi, les ensembles et groupes ont pris d'assaut l'esplanade de la mairie pour communier avec la population, à travers la danse et le chant. Les en-



Fernande Marie-Catherine Dekambi Mavoungou et Florent Paka assistant aux réjouissances populaires/Adiac

sembles traditionnels Ntima Mosi, Itouri Ikanga, Kiébé Kié-

bé ont été, entre autres, des groupes qui ont presté à cette occasion.

Après la ronde des différents

groupes en compagnie de l'administrateur maire, Florent Paka a déclaré « Nous constatons qu'il y a une bonne mobilisation. Nous sommes partis de l'arrondissement 1 Lumumba, 2 Mvou Mvou, 3 Tié Tié et maintenant nous sommes à l'arrondissement 4 Loandjili. On constate l'ambiance festive. Plusieurs groupes de plusieurs arrondissements sont en train de s'exprimer, cela prouve qu'il y a l'unité et la paix entre les Congolais » et d'ajouter: « Ici on danse, là on se délecte aux sons de la musique dans les bars dancings, c'est aussi ça la fête ».

En fin d'après midi, dans la discipline, chaque citoyen a regagné son domicile heureux d'avoir participé aux réjouissances populaires du 15 août.

Hervé Brice Mampouya

## Les Ponténégrins participent aux festivités

Le défilé populaire placé sous le patronage d'Alexandre Honoré Paka, préfet de la ville océane, a marqué la célébration du 58<sup>e</sup> anniversaire de la fête nationale dans le département de Pointe-Noire.

Le 15 août de chaque année, les Congolais célèbrent l'accession de leur pays à la souveraineté internationale. Et cette date est considérée comme étant le socle de leur liberté, de leur identité, de leur fierté et de leur unité. À Pointe-Noire, la po-

Noire et dans la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi avec des animations des groupes traditionnels et tradi-modernes sous l'égide des administrateurs maires. Le public a assisté à plusieurs prestations musicales.



Le défilé à la place de la Préfecture

pulation a célébré solennellement le 58<sup>e</sup> anniversaire de la fête nationale par un défilé populaire organisé à la place de la Préfecture avec toutes les forces vives du département. Le public était au rendez-vous. Tout le monde s'est senti fier d'être Congolais après le passage du drapeau national. Cette célébration a été une vraie communion d'amour entre filles et fils du pays.

En effet, les festivités se sont poursuivies aux sièges des arrondissements de la commune de Pointe-

Rappelons qu' en prélude à la célébration de cette fête, la ville de Pointe-Noire a accueilli la 12<sup>e</sup> édition du mini-marathon dénommé «Les 15 kilomètres de Pointe-Noire» qui a connu la participation de sept cents athlètes. Par ailleurs, une opération de désherbage a été organisée au centre communautaire de Tandu Mboma, dans le district de Tchiamba-Nzassi, sous le patronage du préfet de Pointe-Noire.

Hugues Prosper Mabonzo

## FÊTE DE L'INDÉPENDANCE AU KOUILOU

## Le Congo a beaucoup gagné en maturité, selon Paul Adam Dibouilou

Le préfet du département du Kouilou a estimé que le 58<sup>e</sup> anniversaire de l'accession du Congo à la souveraineté nationale et internationale devra interpellé tous les Congolais pour la lutte contre les antivaleurs et pour plus d'abnégation au travail.

« Malgré quelques vicissitudes que connaît le pays, en 58 ans, la République du Congo a beaucoup gagné en maturité. Tous les compatriotes ont donc le sentiment de fierté d'être Congolais aujourd'hui », a déclaré le préfet du Kouilou, à l'occasion de la célébration, le 15 août, de la fête nationale de l'indépendance.

La célébration officielle de la fête au Kouilou a débuté à 11 h et a duré quarante-cinq minutes. L'événement a été marqué par un défilé caractérisé par le passage



Le préfet du Kouilou saluant le passage du drapeau national/Adiac

de divers carrés, notamment de la Force publique, des corps paramilitaires (la douane et les eaux et forêts), des partis et associations politiques, des confessions religieuses, des entreprises publiques et privées, des membres des communautés étrangères basés au Kouilou, etc.

Ces retrouvailles se sont dérou-

lées à Loubou, dans le district de Loango. Depuis sa nomination en octobre 2017, la célébration de la fête nationale de cette année a été une première pour le préfet du Kouilou. Ce département est composé de six districts, à savoir Loango, Hinda, Madingo-Kayes, Mvouti, Kakamoeka et Nzambi.

Séverin Ibara

## RESIDENCE ARCHANGE A POINTE-NOIRE

Location des chambres équipées et climatisées avec un point cuisine

A partir de 10 000 francs Cfa la nuitée au quartier Siafoumou non loin de la clinique du Dr Mongo

Contact : 06 820 00 73 / 06 652 75 25

E-mail : mesmin.tambika@hispeed.ch

Site web : résidence archange. jimdo.com





## ARTS MARTIAUX

# Juste Désiré Mondélé rassemble les jeunes autour du judo

**A travers la première édition de "L'Open judo vac", le député de Ouenzé 1 a souhaité forger les valeurs d'unité, de fraternité entre les judokas venus de tous les coins de Brazzaville.**

« Cette jeunesse ne demande qu'à se rassembler autour des valeurs nobles que véhicule le judo », a indiqué Juste Désiré Mondélé à l'ouverture de la compétition, récemment à Brazzaville, au gymnase Etienne-Monga. Il a, par ailleurs, souligné que tous les acteurs du judo congolais ont été impliqués dans l'organisation de la première édition de « L'Open judo vac ». Une bonne nouvelle lorsqu'on sait que la famille du judo congolais est jusque-là rongée par des conflits internes au point où le ministère des Sports et de l'éducation physique a fini par mettre en place un comité de gestion de crise. L'initiative de Juste Désiré Mondélé prêchant l'unité et la fraternité dans ce milieu est donc tombée à pic.

Sur les tatamis, environ trois cents athlètes ont rivalisé d'ardeur sous les ovations du public qui a massivement répondu à ce rendez-vous sportif. Sept catégories ont été retenues en version masculine et quatre en version féminine. Chez les messieurs, Jules Mamba a remporté la médaille d'or dans la première catégorie. Destin Baniakina (deuxième catégorie) et Jospin Kamizélé (troisième catégorie) ont fait autant. L'une des finales les plus attendues de cette première édition de

«L'Open judo vac» a été celle ayant opposé Junior Ithié à Dasty Kouboba. Les deux athlètes sont des figures de proue du judo au plan national. Pour cette finale, le suspense n'a pas

duré longtemps. Après une immobilisation de Junior Ithié sur son adversaire qui a eu du mal à se relever, le corps arbitral a décidé d'arrêter le combat alors que Dasty Kouboba se croyait capable de se battre jusqu'au bout. Mécontent de la décision de l'arbitrage, l'athlète s'est agité avant de reprendre ses esprits. « Norma-

lement, les arbitres devraient me demander si j'étais capable de continuer le combat ou pas. C'est à partir de ma réponse qu'ils devraient décider. J'ai mal digéré le fait qu'ils ont arrêté le combat sans demander mon avis », a déclaré le judoka. Ainsi, Junior Ithié a décroché la médaille d'or dans

cette catégorie.

Par ailleurs, Berniche Lefa s'est imposé dans la 5<sup>e</sup> catégorie, Papou Sangara a fait autant dans la 6<sup>e</sup>. Dans la 7<sup>e</sup> catégorie, Déo Gracias Ngokaba a renversé son adversaire, Bonheur Mandzimba, en moins de vingt-six secondes. Le vainqueur, rappelons-le, est médaillé de bronze aux onzièmes Jeux africains, plusieurs fois champion du Congo dans la catégorie des +100kg. Il a disputé les Jeux Olympiques en 2016 au Brésil. Par rapport à cette compétition, il n'a pas dissimulé sa satisfaction. « Je suis content de ma victoire. Je salue l'initiative de l'honorable Juste Désiré Mondélé d'avoir pensé à la jeunesse sportive nationale à travers cet Open qui est très important pour notre mise en jambes », a indiqué Déo Gracias Ngokaba.

Selon Juste Désiré Mondélé, il faut croire en ces jeunes athlètes qu'il juge talentueux. « Je salue les athlètes qui ont passé un moment de communion, d'amitié et de fraternité. Ces judokas, nos champions de demain, ont besoin de compétition pour faire retentir notre hymne national dans de grands rendez-vous sportifs internationaux notamment », a-t-il indiqué avant de souligner qu'il ne s'arrêtera pas là. La deuxième édition « L'Open judo vac » aura lieu.

**Rominique Makaya**



Juste Désiré Mondélé saluant les judokas avant le coup d'envoi de l'Open/Adiac (Adiac)

## BRIN D'HISTOIRE

## Ces oubliés et ces méconnus de l'histoire congolaise : littérature congolaise, bilan élogieux

Brazzaville est, sans conteste, une ville de littérature autant que de musique. Si la seconde s'essouffle face à la montée des musiques naguère satellites, la première continue de tenir le haut du pavé, faisant du Congo, en dépit d'une absence de politique culturelle, un grand pays de littérature. Epiphénomène de la musique, la sape s'est autonomisée. Il y a quelques temps, nos sapeurs ont provoqué un véritable « tsunami » au Japon, lors d'une parade mémorable. Il est intéressant de noter que la sape, de tous temps, a une bonne cote dans les deux Congo. À Brazzaville, par exemple, comme l'écrit Sylvain Bemba (50 ans de musique du Congo-Zaïre, Présence Africaine, Paris, p73.) : « Poto-Poto et Bacongo rivalisaient alors d'élégance et de prestige. Lorsqu'un grand bal était organisé, n'entraît pas sur la piste qui voulait. Un véritable chef de protocole appelé « président de la cour » était chargé de sélectionner les couples les mieux habillés, les mieux rompus aux entrechats des danses européennes. »

Le Congo, dès le début des années 1960, connaît une véritable effervescence littéraire dont les premiers écrivains, Jean Malonga, Martial Sinda, Lheyet Gaboka, etc., ont fait leurs premières armes au sein de la revue «

Liaison ». Le théâtre connaît, surtout après l'indépendance du Congo en 1960, un fulgurant développement, grâce, notamment, au Centre de formation et de recherche d'art dramatique qui a vu passer de prestigieux acteurs, à l'instar de Pascal Nzonzi. Aujourd'hui, ce centre est en lambeaux. Trois ans de municipalisation accélérée de Brazzaville n'ont pas donné à la capitale congolaise, pays de littérature, une salle digne de son prestige culturel.

À la fin des années 1960 et au début de la décennie 1970, coup sur coup, Letembet Ambily et Sylvain Bemba inscrivent leurs noms dans les annales du Concours théâtral interafricain, organisé, à l'époque, par l'Office de radiodiffusion et de télévision française. D'autres dramaturges ont contribué par la suite à donner au théâtre ses lettres de noblesse : Guy Menga, Matondo Kubu Turé et Sony Labou Tansi. Son Rocado Zulu Théâtre a fait le tour du monde et porté très haut le flambeau du théâtre congolais. Brazzaville, on l'a dit, a une tradition littéraire débutée avec Jean Malonga, il y a plus de soixante ans. Depuis, ses écrivains trustent des prix partout dans le monde. Jean-Baptiste Tati Loutard est considéré comme l'une des voix majeures de l'Afrique francophone, il a publié une dizaine de recueils de poésie et obtenu

divers prix. Gérard-Félix Tchicaya prend en 1957 le pseudonyme de U Tam'si (qui parle pour son pays), pseudonyme qui inspirera Marcel Sony dit Sony Labou Tansi. À 24 ans, il publie son premier recueil «Le Mauvais sang» et est unanimement considéré comme le poète africain le plus doué de sa génération. Sony Labou Tansi, de son vrai nom Marcel Ntsoni, est un dramaturge, fortement soutenu par le Festival des Francophonies en Limousin. Ses pièces de théâtre furent jouées en France, en Allemagne, en Italie et aux États-Unis. Il reçut le Prix Ibsen en 1988. Alain Mabanckou, né le 24 février 1966 à Pointe-Noire, en République du Congo, a remporté en 2006 le prix Renaudot pour son roman «Mémoires de porc-épic». L'ensemble de son œuvre a été couronné en 2012 par l'Académie française (Grand Prix de littérature Henri Gal). Henri Lopes, écrivain, homme politique et diplomate congolais, est considéré comme l'un des représentants les plus connus de la littérature africaine moderne. En 1972, il est lauréat du Grand prix littéraire d'Afrique noire de l'Association des écrivains de langue française pour son livre «Tribaliques». En 1993, l'Académie française lui décerne le grand prix de la francophonie ; la même année, il devient docteur honoris causa de l'Université Paris XII et en 2002 de

l'université de Québec. Emmanuel Dongala a été le principal animateur du Théâtre de l'Eclair. Il a reçu, le 2 novembre 2010, le prix Virilo 2010 et le prix Ahmadou-Kourouma en 2011 pour son roman «Photo de groupe au bord du fleuve» paru chez Actes Sud. Ces lauriers sont à mettre exclusivement au crédit d'hommes passionnés ; passionnés comme le sont aujourd'hui quelques éditeurs congolais qui maintiennent le feu sacré de la création littéraire. Aucun fonds de soutien pour booster cette activité, comme partout dans le monde. L'aide de ce fonds permettrait de baisser le prix du livre dissuasif actuellement.

Le 58<sup>e</sup> anniversaire de l'accession du Congo à l'indépendance est passé. Si on peut se féliciter du bilan élogieux de la littérature congolaise, pour le reste, il y a tant de choses à dire. Pour user d'un euphémisme, nous avons touché le fond. Il nous faut rebondir. Vite. Béa, Brazza-la-capitale, Brazza-la-verte, autant de noms pour désigner Brazzaville qui a la réputation d'être une ville vivante et gaie mais qui a commémoré l'anniversaire de l'accession du Congo à l'indépendance dans une atmosphère morose. Les vrais héros ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

**Mfumumu**